

[LULA \(Quatrième et dernière partie\)](#)

Ne voulant pas abuser de la patience des lecteurs ni de la chance exceptionnelle d'échanger des idées que m'a offerte ma rencontre avec Lula, j'affirme que ces quatrième réflexions à propos de sa visite sont les dernières.

Quand je lui ai parlé du Venezuela, il m'a dit : Nous pensons coopérer avec le président Chávez. Je me suis mis d'accord avec lui. J'irai deux fois par an à Caracas et il en fera autant à Brasilia, afin de ne pas permettre de divergences entre nous et, le cas échéant, de les régler à temps. Le Venezuela n'a pas besoin d'argent, parce qu'il a beaucoup de ressources : il a besoin de temps et d'infrastructures.

Je lui ai dit que je me réjouissais beaucoup de sa position au sujet de ce pays, parce nous avons une grande gratitude envers ce peuple frère pour les accords souscrits avec lui qui nous garantissent des livraisons de pétrole normales.

Je ne peux oublier qu'au moment du coup d'Etat d'avril 2002, les putschistes avaient lancé le mot d'ordre : « Pas une goutte de pétrole de plus à Cuba ! » Nous sommes devenus un motif supplémentaire aux yeux de l'impérialisme pour tenter de faire exploser l'économie vénézuélienne, même s'il s'est proposé de le faire dès le jour où Chávez a prêté serment comme président sur la constitution moribonde de la IV^e République, qu'il transforma ensuite, d'une manière légale et démocratique, en V^e République.

Quand les cours du pétrole ont flambé et que des difficultés d'approvisionnements réelles sont apparues, Chávez ne s'est pas contenté de continuer de nous en livrer : il en a augmenté les quantités. Et, depuis les accords de l'Alternative bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique (ALBA), signés à La Havane le 14 décembre 2004, ces livraisons se maintiennent à des conditions honorables et avantageuses pour les deux pays. Près de quarante mille spécialistes cubains, pour la plupart des médecins, travaillent au Venezuela avec dévouement, contribuant à former, par leurs connaissances et surtout par leur exemple internationaliste, les Vénézuéliens qui se substitueront à eux.

J'ai expliqué à Lula que Cuba soutenait des relations d'amitié avec tous les pays latino-américains et caribéens, qu'ils soient de gauche ou de droite. Il y a belle lurette que nous avons tracé cette ligne de conduite et nous ne la changerons pas : nous sommes prêts à soutenir n'importe quelle démarche en faveur de la paix entre les peuples. C'est un terrain épineux et scabreux, mais nous y persévérons.

Lula me redit son respect et son affection profonde pour Cuba et ses dirigeants. Et il ajoute aussitôt qu'il est fier de ce qui se passe en Amérique latine, réaffirmant que c'est ici, à La Havane, que nous avons créé le Forum de Sao Paulo pour unir toute la gauche latino-américaine, et que cette gauche arrive au pouvoir dans presque tous les pays.

Je lui ai rappelé alors ce que nous a appris Martí au sujet des gloires de ce monde : elles tiennent toutes dans un grain de maïs. Lula ajoute : je dis à tout le monde qu'au cours de mes conversations avec vous, vous ne m'avez jamais donné le moindre conseil qui pourrait entrer en contradiction avec la légalité et que vous m'avez toujours demandé de ne me pas faire trop d'ennemis à la fois. Et c'est ce qui permet aux choses de bien marcher.

Lula me dit alors que le Brésil est un grand pays avec des ressources, et qu'il doit soutenir l'Equateur, la Bolivie, l'Uruguay, le Paraguay.

Je suis allé en Amérique centrale, me dit-il. Aucun président brésilien n'avait jamais visité un pays de la

région et proposé des projets de coopération.

Je lui demande : Te rappelles-tu, Lula, ce que je t'ai dit au dîner familial et amical que tu as offert à notre délégation au lendemain de ta montée à la présidence, en janvier 2003 ? Aucun des enfants de la grande majorité des pauvres qui a voté pour toi ne sera jamais un cadre des grandes sociétés publiques, parce que les études supérieures coûtent trop cher au Brésil !

Lula explique : nous sommes en train de créer deux cent quatorze écoles techniques et professionnelles ; ainsi que treize universités et quarante-huit collèges universitaires.

Je lui demande : Mais l'inscription est gratuite, n'est-ce pas ? Il me répond vite : Nous avons lancé un programme et nous y avons placé 460 000 jeunes de banlieue, des pauvres des écoles publiques, pour qu'ils puissent faire des études supérieures. La droite m'accusait de rabaisser comme ça le niveau de l'enseignement. Deux années plus tard, des recherches ont été menées dans quatorze cursus : les meilleurs élèves étaient ces pauvres de banlieue. Nous sommes en train de lancer un autre programme pour des classes de dix-huit élèves en moyenne, ce qui permettra d'envoyer deux cent cinquante mille jeunes à l'université.

Les relations commerciales de Brésil avec l'Amérique latine dépassent celles que nous avons avec les USA, me dit-il. Je lui ai dit alors que si nous allions nouer des relations étroites entre nos deux pays, non seulement comme amis, mais aussi comme partenaires dans des domaines importants, je devais savoir ce que pensaient les dirigeants brésiliens, puisque nous allions être associés dans des secteurs stratégiques et que nous avions pour règle de tenir nos engagements économiques.

Nous avons parlé d'autres problèmes importants, des points sur lesquels nous coïncidions et de ceux sur lesquels nous ne coïncidions pas, avec le plus grand tact possible.

Je lui ai parlé de différentes régions, dont les Caraïbes, et des formes de coopération que nous avons établies avec elles.

Lula me dit que le Brésil devait avoir une politique de coopération plus active avec les pays plus pauvres. Il a de nouvelles responsabilités en tant que pays le plus riche de la région.

Je lui ai parlé bien entendu des changements climatiques et du peu d'intérêt que nombre de dirigeants des pays industrialisés prêtaient à cette question.

Quand j'ai conversé avec lui le 15 janvier après-midi, je n'ai pas pu lui parler d'un article paru trois jours plus tard à Toronto, de Stephen Leahy, qui commente le dernier ouvrage de Lester R. Brown : *Plan B 3.0: Mobilising to Save Civilisation*.

Brown est président de l'Earth Policy Institute, un groupe de recherche de Washington. Il écrit : « La crise à laquelle nous faisons face est à la fois désastreuse et urgente, et exige un effort de transformation semblable à la mobilisation des nations durant la seconde guerre mondiale. »

« Les changements climatiques surviennent bien plus vite que ce qu'avaient prévu les scientifiques, et la planète connaîtra inévitablement une hausse des températures d'au moins deux degrés, ce qui nous situera carrément dans la zone de danger », affirme-t-il à IPS.

« Aucun des candidats lancés dans la course à la présidence des Etats-Unis [les élections se dérouleront le premier mardi de novembre] ne tient compte de l'urgence des changements climatiques. »

« Nous devons réduire les émissions de gaz à effet de serre [responsables en partie du réchauffement mondial] de 80 p. 100 d'ici à 2020. »

Il s'agit d'un objectif bien plus ambitieux que celui que propose le Groupe intergouvernemental

d'experts pour l'évolution du climat (GIEC), qui a reçu en 2007 le Prix Nobel de la paix, aux côtés de l'ancien vice-président étasunien, Al Gore, et qui a recommandé une réduction de 25 à 40 p. 100 de ces émissions par rapport à 1990, nous informe la dépêche.

Brown estime que les données utilisées par le GIEC ne sont plus d'actualité, car ils remontent à deux ans. Des études plus récentes indiquent, dit-il, que les changements climatiques s'accélèrent.

Tout en ayant l'espoir que le GIEC modifiera sa recommandation dans son prochain rapport, il rappelle que celui-ci verra le jour dans cinq ou six ans : « Trop tard, nous devons agir dès aujourd'hui », assure Brown.

Pour parvenir à réduire ces émissions de 80 p. 100, son plan B 3.0 recommande des mesures qui reposent fortement sur l'utilisation efficace de l'énergie, sur les énergies renouvelables et sur l'expansion de la couverture forestière mondiale.

« L'énergie éolienne peut satisfaire 40 p. 100 de la demande mondiale si l'on installe 1,5 million de nouvelles turbines de deux mégawatts. A ceux à qui le chiffre peut paraître élevé, je rappelle qu'on fabrique 65 millions de voitures par an. Un éclairage plus efficace peut réduire la consommation d'électricité dans le monde de 12 p. 100. »

« Aux USA, les bâtiments – commerciaux et résidentiels – sont responsables de près de 40 p. 100 des émissions de carbone. La mesure suivante doit viser à produire de l'électricité non polluante pour le chauffage, la climatisation et l'éclairage des logements. »

« ... le recours aux biocarburants, produits à partir de grains comme le blé et le soja, entraîne les cours des aliments à la hausse et risque de provoquer des pénuries qui seront désastreuses pour de nombreux pauvres du monde. »

« Les 70 millions d'habitants qui s'ajoutent tous les ans à la population mondiale se concentrent dans des pays où les nappes phréatiques sont en cours d'épuisement, les puits s'assèchent, les forêts se réduisent, les sols s'érodent et les pâtures se transforment en déserts. »

« Le nombre d'Etats en panne s'accroît chaque année. Des "Etats en panne", note Brown, "sont un signe précoce d'une civilisation en panne" ».

« La hausse des cours du pétrole vient s'ajoute à ce cumul d'arriérés. Les pays riches continueront d'avoir tout le pétrole dont ils ont besoin, tandis que les pays pauvres devront s'arranger avec moins. »

« La croissance démographique mondiale et la pauvreté exigent une attention spéciale de la part du monde développé. »

« Le temps est notre ressource la plus rare », conclut le prestigieux scientifique.

On ne saurait exprimer plus clairement le danger qui pèse sur l'humanité.

Mais ce n'est pas là la seule nouvelle publiée depuis ma réunion avec Lula. Voilà deux jours à peine, vouant aux gémonies et ridiculisant le Message de Bush sur l'état de l'Union, *The New York Times* a exprimé cette même idée dans une ligne de son éditorial : « Des dangers horribles attendent le monde civilisé. »

La Chine, dont la superficie fait 87 fois la nôtre et la population 117 fois, vient d'être balayée par une vague de froid inhabituelle qui a touché Shanghai, la région la plus développée, et le reste de la région méridionale et centrale. Les agences de presse occidentales – AFP, AP, EFE, DPA, ANSA et d'autres – informent des mesures d'urgence prises par les autorités. « Les fortes chutes de neige ont contraint de fermer des centrales électriques et de réduire de moitié les réserves de charbon, la principale source

d'énergie du pays, ce qui a provoqué une grave crise énergétique. »

« ... dans la zone la plus touchée, les centrales qui produisent 7 p. 100 de l'énergie totale, ont dû interrompre leurs opérations, a souligné la Commission à l'énergie. »

« .. quatre-vingt-dix centrales thermoélectriques, qui produisent 10 p. 100 de plus, pourraient fermer dans les jours suivants si la situation ne s'améliore pas... »

« Les réserves de charbon se sont réduites de moitié, avertissent les autorités. »

« Le principal problème est le transport. Plus de la moitié des trains est consacrée au transport du charbon, de sorte que la paralysie du réseau a causé de nombreux problèmes, a souligné Wang Zheming, expert de la Commission nationale de sécurité. »

« Wang a rappelé que le transport de charbon se heurte ces jours-ci à la concurrence de celle des passagers, car, en raison des fêtes, presque 180 millions de personnes ont pris le train en un mois à peine. »

« La Chine a du mal à utiliser une autre source d'énergie. L'idéal serait le gaz naturel, mais les dépôts ne sont pas encore suffisants, a commenté l'expert. »

Il faut aussi se rappeler que le bassin du Yangtsé et d'autres régions du Centre et du Sud du pays ont souffert ces derniers mois de la pire sécheresse des cinquante dernières années, ce qui a touché la production hydroélectrique.

« La neige continuera de tomber fortement durant les trois prochains jours », selon l'Association chinoise de météorologie.

« Tout le pays s'est mobilisé pour faire face à cet imprévu. A Nanjing, 250 000 personnes ont été mobilisées pour balayer la neige des rues. »

Les dépêches indiquent que « 460 000 soldats de l'Armée populaire de libération ont été déployés en province pour aider des millions de personnes exposées aux intempéries et au pire froid de ces derniers temps, et qu'un million de gendarmes aident à rétablir le trafic et les services ».

« Le ministère de la Santé a dépêché quinze mille médecins pour secourir les sinistrés. »

« Le Premier ministre Wen Jiabao s'est adressé à Canton à une foule de voyageurs dont les trains étaient paralysés. »

« Les personnes touchées sont estimées à plus de 80 millions. Les dommages causés à l'agriculture et à la production d'aliments sont en cours d'évaluation. »

BBC-Monde indique : « Le gouvernement chinois a informé que, compte tenu de la sécheresse sévère, une partie du plus grand fleuve du pays, le Yangtsé, connaît son étiage le plus bas depuis le début des mesures, voilà cent quarante-deux ans. »

« A Hankou, un port du centre du pays, le niveau des eaux ont diminué de 13,88 centimètres début janvier, un chiffre sans précédent depuis 1866, ont indiqué des médias locaux. »

Au Vietnam, la vague de froid qui s'approche atteint des températures absolument inhabituelles.

Ces nouvelles donnent une idée de ce que peuvent signifier les changements climatiques qui inquiètent les scientifiques. Dans les deux exemples que j'ai cités, il s'agit de pays révolutionnaires, parfaitement organisés, possédant une grande force économique et humaine, où toutes les ressources sont aussitôt

mises au service du peuple. Il ne s'agit pas de masses affamées vouées à leur sort.

Une dépêche de l'agence Reuters, du 29 janvier, informe par ailleurs que « la France prévoit de modifier sa politique de consommation de biocarburants, à cause des doutes concernant l'incidence des "carburants dits verts" sur l'environnement, a informé ce mardi la secrétaire d'Etat à l'environnement. »

« La France est devenue l'un des plus gros producteurs de biocarburants en Europe, après avoir mis en place une politique ambiguë qui lui a permis d'atteindre deux ans à l'avance l'objectif de l'Union européenne de mêler biocarburants et carburants classiques. »

« Pour atteindre ses objectifs de mélange de carburants... la France a instauré un système de quotas qui bénéficient de tarifs réduits, afin de les rendre compétitifs par rapport aux carburants classiques. »

« La politique a encouragé de nombreuses compagnies à investir dans le secteur et à ouvrir des usines d'éthanol et de biodiesel dans tout le pays. »

Tout ce que je viens d'exposer qui, quoique prévu conceptuellement, constitue un cumul d'événements nouveaux tous frais survenus, demandera sûrement au Brésil, qui n'a pas encore été touché heureusement par de grandes calamités climatiques, de prendre des mesures importantes dans sa politique commerciale et celle des investissements. Son poids international se renforce dans l'immédiat.

Il est évident que de nombreux facteurs compliquent la situation de la planète. On peut en énumérer plusieurs :

1. Consommation de pétrole accrue, un produit non renouvelable et polluant, à cause du gaspillage des sociétés de consommation.
2. Pénurie d'aliments pour différentes causes, dont la croissance exponentielle des humains et des animaux qui convertissent directement les grains en des protéines à demande croissante.
3. Surexploitation des mers et pollution des espèces marines à cause de déchets chimiques industriels incompatibles avec la vie.
4. Idée macabre de convertir les aliments en carburants destinés aux loisirs et au luxe.
5. Incapacité du système économique dominant à utiliser rationnellement et efficacement la science et la technique dans la lutte contre les vecteurs et les maladies qui frappent la vie humaine, les animaux et les cultures qui les soutiennent. La biotechnologie transforme les gènes et les transnationales produisent et utilisent ses produits, maximisant les profits à travers la publicité, sans la moindre sécurité pour les consommateurs ni accès pour ceux qui en ont le plus besoin. Parmi ces produits, on trouve les toute nouvelles molécules nanotechnologiques – un terme relativement nouveau – qui se fraient un passage de manière désordonnée par ces mêmes voies.
6. Nécessité de plans rationnels de croissance démographique et de la société dans son ensemble, sans visées d'hégémonie ni de pouvoir.
7. Absence quasi généralisée d'éducation sur des questions décisives pour la vie, même dans les nations à niveau scolaire élevé.
8. Risques réels découlant des armes d'extermination massive aux mains d'irresponsables, ce que *The New York Times*, l'un des journaux les plus influents des Etats-Unis, appelle, je l'ai déjà cité, des « dangers horribles ».

Y a-t-il des remèdes à ces périls ? Oui : les connaître et les assumer. Comment ? Mes réponses seraient purement rhétoriques. Que les lecteurs et les lectrices – comme l'on dit maintenant pour ne pas donner

LULA (Quatrième et dernière partie)

Published on Fidel soldado de las ideas (<http://www.comandanteenjefe.biz>)

l'impression de vouloir discriminer les femmes – surtout les plus jeunes, se les fassent eux-mêmes et elles-mêmes. N'attendez pas d'être chefs d'Etat.

Avais-je ou non des choses à discuter avec Lula ? Il était impossible de tout lui raconter. Il est plus facile de la sorte de commenter les nouvelles arrivées ensuite.

Je lui ai rappelé que j'essayais de me remettre de deux accidents : celui de Villa Clara et la maladie qui est survenue après mon dernier voyage en Argentine.

Presque à la fin, il m'a dit : « Vous êtes invité au Brésil cette année. » Merci, ai-je répondu, j'y serai du moins en pensée.

Et à la toute fin, il m'a dit : « Je raconterai aux camarades et amis que vous avez au Brésil que vous allez très bien. »

Nous avons gagné ensemble la sortie. La rencontre en a vraiment valu la peine.

Fidel Castro Ruz

31 janvier 2008

18 h 32

Date:

31/01/2008

Source URL: <http://www.comandanteenjefe.biz/fr/articulos/lula-quatrieme-et-derniere-partie?width=600&height=600>